

GRENOBLE ET SA RÉGION

GRENOBLE Le projet de loi "anti-casseurs" est décrié

La Ligue des droits de l'Homme inquiète



Le collectif a dénoncé « des dérives répressives et autoritaires ». Photo Le DL/Lika SIMON

Ce mardi, un collectif mobilisé pour le respect des libertés publiques fondamentales, rassemblé autour de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a tenu une conférence de presse.

« Nous observons depuis plusieurs mois une inquiétante montée des violences physiques, législatives et sociales à l'encontre des gilets jaunes, des lycéens, et des militants humanitaires ou écologistes », a déclaré Denis Fabre (LDH), organisateur de l'événement, autour duquel étaient notamment rassemblés Ensemble, Solidaires, Sortir du nucléaire Isère, ou encore des partis politiques comme le PCF, le NPA et la France insoumise.

Le collectif attire particulièrement l'attention sur le projet de loi dit "anti-casseurs".

Celui-ci se propose entre autres de mettre en place un fichier de personnes interdites de manifester et d'interdire la dissimulation du visage lors des manifestations. Le projet de loi est actuellement le sujet de vifs débats à l'Assemblée. Si le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner affirme que « ce n'est pas une loi anti gilets jaunes » et

qu'elle permettra de manifester « sans subir les brutes », de nombreuses voix, parfois même au sein des députés LREM, dénoncent des mesures liberticides.

« On veut restreindre la liberté de manifester »

Selon le collectif, l'arsenal législatif nécessaire au maintien de l'ordre est déjà suffisant.

« Avec ces nouvelles mesures, on veut clairement faire peur aux gens et restreindre la liberté de manifester, proteste Michel Szempruch, membre du NPA. Plus on est injuste, plus la réaction populaire est violente. Il faut arrêter cette spirale infernale. » Le collectif, qui dénonce unanimement l'utilisation des armes mutilantes, a également annoncé la création prochaine d'un « observatoire des violences policières en Isère ».

« Des réunions publiques seront organisées en mars pour donner la parole aux victimes de violences de toutes sortes, a conclu Michel Szempruch. On va enclencher un gros travail pour défendre nos libertés. »

Pierre BERTELOOT

Pour plus d'informations :
ldh-grenoble@orange.fr
Facebook : @LDH-Grenoble